

Les causes de la désindustrialisation en France

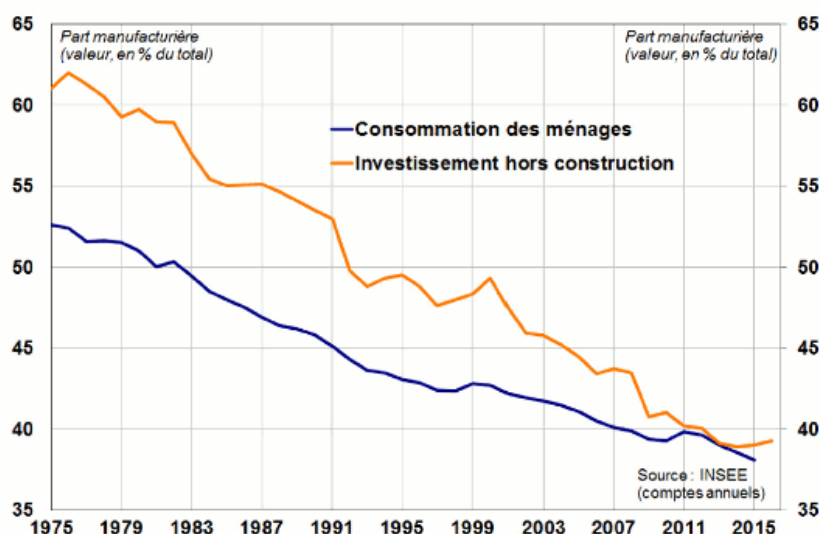
blocnotesdeleco.banque-france.fr/billet-de-blog/les-causes-de-la-desindustrialisation-en-france

November 13, 2017

Par Yannick Kalantzis et Camille Thubin

La part de l'industrie manufacturière dans le PIB français a baissé de 9 points en quarante ans. Cette évolution s'explique surtout par le progrès technique et les préférences des consommateurs. Le commerce extérieur n'a joué qu'un rôle secondaire.

Graphique 1 : Baisse de la part manufacturière dans la consommation et l'investissement en France



Comment expliquer le recul, de 19% en 1975 à 10% en 2015, de la part en valeur de l'industrie dans le PIB ? Trois facteurs sont généralement proposés : le progrès technique, les préférences des consommateurs et le commerce extérieur. Dans ce billet, leur impact est évalué en partant de l'idée simple selon laquelle la production industrielle nationale est soit i) consommée localement, soit utilisée par ii) les investisseurs ou iii) les autres firmes dans leur processus de production, soit iv) exportée ; nous analysons donc le recul de la part de l'industrie dans le PIB selon : le contenu de la consommation en biens manufacturés, celui de l'investissement, l'origine des intrants dans le processus de production et le commerce extérieur. Enfin, nous quantifions leurs contributions respectives.

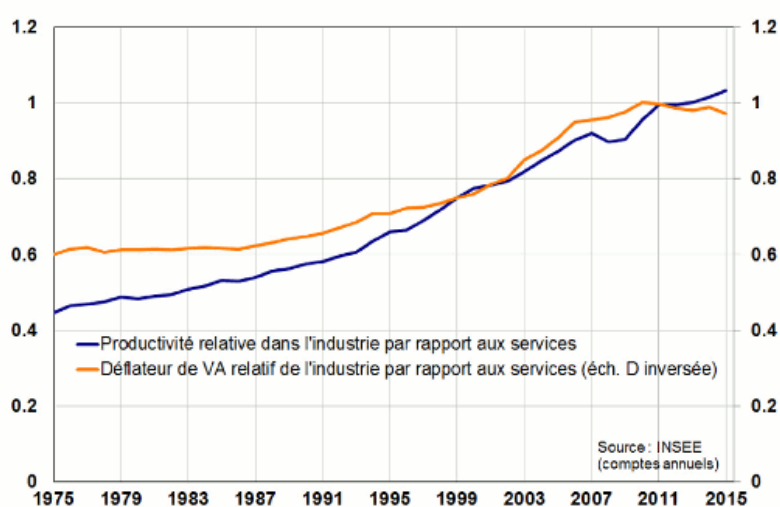
Réduction de la part de l'industrie dans les dépenses des consommateurs

Les ménages ont réduit la part des biens manufacturés dans leurs dépenses de consommation depuis quarante ans, au profit des services (cf. graphique 1). Cette évolution peut provenir des préférences ou du progrès technique. Les quantités relatives de biens manufacturés et de services dépendent des préférences des consommateurs. Lorsque leur revenu augmente, les ménages consomment plus de services au détriment

des biens industriels, conformément à la loi d'Engel. Celle-ci distingue les biens supérieurs (services et produits sophistiqués) dont la part dans le budget augmente avec le temps, des biens inférieurs (alimentation et produits à faible technologie).

Mais la baisse de la part en valeur des biens industriels dans les dépenses des ménages peut aussi être due au progrès technique. Grâce à l'innovation, l'industrie connaît des gains de productivité plus rapides qui se traduisent par une diminution de son prix relatif (cf. graphique 2 où le différentiel de productivité entre l'industrie et les services évolue de concert avec le prix relatif des services). Cette baisse des prix entraîne un recul en valeur de la part de l'industrie dans la consommation pour peu qu'elle ne soit pas entièrement compensée par la hausse des quantités consommées.

Graphique 2 : des gains de productivité plus rapides dans l'industrie



D'après les données de comptabilité nationale, la baisse de la part en valeur des biens industriels dans la consommation provient presque autant de la baisse des volumes relatifs que de celle des prix relatifs. Le progrès technique a donc joué un rôle majeur dans cette évolution, de même que l'évolution des préférences car les quantités relatives ont bien diminué malgré la baisse de leur prix relatif.

Contribution négative des structures de l'investissement et de la production

Une évolution similaire à celle de la consommation s'observe dans la composition de l'investissement, davantage orienté vers les services (cf. graphique 1).

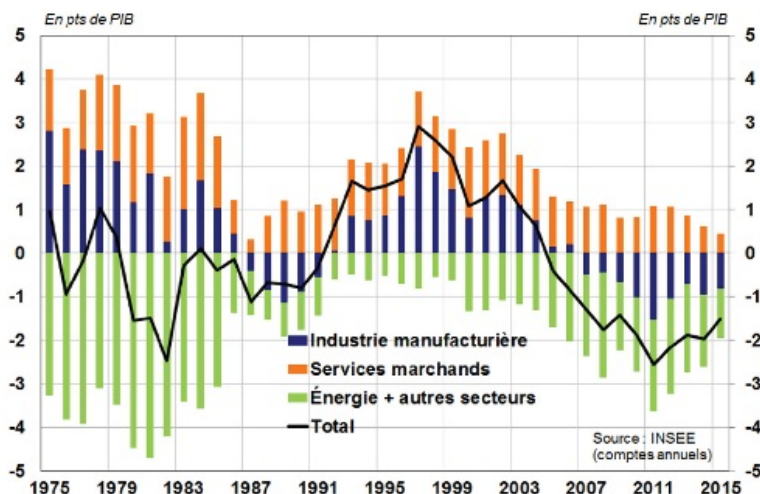
De même, l'évolution de la structure de la production a été défavorable à l'industrie. En particulier, les dépenses de services par la branche manufacturière ont augmenté. Cette évolution n'est pas le résultat d'une externalisation consistant à transférer vers les services des activités relevant auparavant de l'industrie (comptabilité, etc.). Elle traduit presque exclusivement une hausse du prix relatif des services, et non celle des volumes relatifs. Le progrès technique à l'origine de la hausse du prix relatif des services est le facteur à l'œuvre dans cette évolution.

Évolution de la spécialisation commerciale au détriment de l'industrie

Enfin, le commerce extérieur peut influencer le rythme de désindustrialisation par deux canaux distincts : la spécialisation commerciale et l'épargne nette de la nation. Chaque économie est plus ou moins spécialisée dans l'industrie selon ses avantages comparatifs : à solde commercial total donné, une économie spécialisée dans l'industrie aura un solde industriel plus élevé et un solde des autres secteurs plus faible ce qui est associé à une part plus élevée de l'industrie dans le PIB. Par ailleurs, pour une spécialisation donnée, le solde commercial total de l'économie reflète son épargne nette. Comme les échanges commerciaux restent dominés par les biens industriels, la part de l'industrie dans le PIB est donc également liée au solde commercial total – essentiellement constitué de biens manufacturés – c'est-à-dire à l'épargne nette.

Le solde commercial des biens manufacturés est plus détérioré aujourd'hui qu'il ne l'était il y a quarante ans, malgré une amélioration temporaire observée dans les années 1990 (cf. graphique 3). Sa contribution au processus de désindustrialisation résulte d'un effet de spécialisation plus que d'une détérioration du solde commercial total de la France (effet d'épargne nette). En effet, le contre-choc pétrolier du milieu des années 1980 et la moindre dépendance au pétrole de l'économie française ont contribué à résorber le déficit énergétique alors que le solde commercial total est revenu depuis une dizaine d'années à un niveau proche de celui des années 1975–1985. À niveau d'épargne nette inchangé, la France a donc besoin d'exporter moins de biens manufacturés pour financer une facture énergétique plus faible (voir graphique 3).

Graphique 3 : Le solde manufacturier est plus dégradé aujourd'hui qu'il y a quarante ans



Progrès technique et préférences des consommateurs : les moteurs de la désindustrialisation

Pour quantifier les contributions de ces évolutions au recul de la part de l'industrie dans le PIB, nous utilisons un cadre analytique à 4 secteurs (industrie manufacturière, services marchands, construction, autres secteurs) qui distingue les composantes de la demande finale. Nous y injectons les données des tableaux entrées sorties de l'Insee de 1975 à 2015. La contribution du commerce extérieur est décomposée entre un effet spécialisation et un effet épargne nette en utilisant une méthode des avantages comparatifs révélés similaire à celle du CEPII. Nous obtenons les résultats suivants :

- Le changement dans la structure de la production, qui résulte presque exclusivement du progrès technique, contribue au recul de la part manufacturière dans le PIB à hauteur de 47% (dont 26% dus à la hausse des dépenses en services de l'industrie manufacturière).
- Le changement de la structure de consommation des ménages – qui résulte du progrès technique et des préférences des consommateurs – contribue à hauteur de 39% au recul de la part manufacturière dans le PIB,
- à quoi s'ajoute une contribution de 13% de la structure de l'investissement hors construction.
- L'évolution du solde extérieur ne contribue qu'à 13% du recul (dont 9% lié à un effet spécialisation et 3% seulement à un effet épargne nette).

À ces contributions à la baisse s'ajoute une contribution résiduelle à la hausse, expliquée par d'autres facteurs dont l'impact est secondaire comme la composition de la consommation publique.